



www.energy-for-africa.fr

Salon international de l'énergie et du pétrole en Afrique (SIEPA)

Dakar - Sénégal - jeudi 3 & vendredi 4 mai 2018

Le développement énergétique de l'Afrique de l'Ouest est en marche

Plus de 200 participants étaient réunis à Dakar les 3 et 4 mai au 16^{ème} SIEPA pour examiner et débattre les progrès et défis du secteur énergétique, fer de lance du développement de l'Afrique.

Cette rencontre entre nombreux acteurs de l'industrie de l'énergie, du monde académique, politique et de la société civile a permis de confirmer la dynamique de développement des ressources naturelles – notamment les gisements pétroliers et gaziers de l'offshore de l'ouest de l'Afrique, dont les revenus devraient permettre d'accélérer la mise en place des infrastructures clé – électrification, distribution – et d'atteindre l'un des objectifs clé de développement du millénaire – l'accès généralisé à l'énergie.

Le SIEPA 2018, a représenté un moment particulièrement riche d'échanges et de contacts noués entre 230 congressistes représentant plus de 15 pays, notamment grâce à l'important espace d'exposition où des sociétés leaders ont présenté leur savoir-faire technologique et humain. Parmi les faits marquants du SIEPA, la dimension ressources humaines et formation spécifique au secteur particulier du monde de l'énergie dont les perspectives d'emploi représentent un facteur de succès important.

La forte présence étudiante et de jeunes diplômés au SIEPA est un signe emblématique supplémentaire





• Suite de la page précédente

du futur énergétique en marche. Le Sénégal et la Mauritanie préparent une nouvelle ère, avec l'entrée en production probable dès 2021 de gisements de gaz et de pétrole. La présence au SIEPA de grandes sociétés de services : Maritalia, Technip-FMC, SAIPEM, Subsea7, SBM Offshore, et de sociétés comme BP et autres parties prenantes ont confirmé l'importance économique des futures productions. Un tournant stratégique est en train de se réaliser en ce moment au large des côtes du Sénégal.

Le SIEPA a également accueilli les dirigeants du Comité d'Orientation Stratégique (COS) Pétrole et Gaz du Sénégal, structure rattachée à la Présidence de la république du Sénégal afin de garantir une coordination optimale entre les différents ministères et acteurs de l'énergie au moment historique où ce pays va rejoindre le peloton des grands pays producteurs de l'Afrique de l'Ouest.

Le COS Petrogaz favorisera la mise en place d'une architecture efficace pour mieux coordonner acteurs, moyens et

calendriers permettant ainsi de consolider les différentes composantes énergétiques au sein du plan Sénégal émergent.

Enfin, le SIEPA a accueilli plusieurs ambassadeurs. Il a également accueilli le Ministre du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des Énergies Renouvelables de la Côte d'Ivoire qui a brossé un tableau encourageant sur les perspectives de développement économique en Afrique de l'Ouest et le rôle essentiel d'une infrastructure énergétique mutualisée ■

• SIEPA : session d'ouverture...

Lors de la session d'ouverture du SIEPA, M. Boubacar Mbodji, conseiller du Président de la République du Sénégal, a souligné la préparation intense à « l'avènement du pétrole et du gaz » tout en saluant l'intérêt de plus en plus important du secteur privé pour le « contenu local » de ses activités.

Le gouvernement veille aux bons équilibres a-t-il souligné. La mise en place du COS Petrogaz, la refonte du code minier, la constitution du fonds souverain et la création de l'Institut National du Pétrole et du Gaz vont dans ce sens, a conclu M. Mbodji.

M. Serigne Dieye, Président de l'ASDEA, a salué la présence de nombreux acteurs des industries et parties prenantes du secteur énergétique en souhaitant des échanges d'informations et d'idées fertiles. La participation de représentants de la société civile marque l'importance d'aborder



sans tabou les thèmes de la transparence et de la gouvernance des ressources naturelles.

« Le Sénégal est à la croisée des chemins, au moment où les décisions d'investissements majeurs vont se confirmer, où les réformes majeures dans la législation pétrolière et la gestion des ressources vont se faire » souligne Serigne Dieye.

L'énergie ne se limite pas à l'amont pétrolier et gazier a souligné le président de l'ASDEA, mais couvre aussi le raffinage, la production et l'acheminement de l'électricité, de plus en plus diversifiée avec un apport significatif des énergies renouvelables.

L'ambassadeur des Pays-Bas, M. Theo Peters, a rappelé l'attractivité du Sénégal grâce à la grande stabilité politique

de ses institutions, et grâce à son potentiel économique prometteur.

« Les Pays-Bas sont prêts à appuyer le développement pétrolier et gazier du Sénégal » et dans tous les domaines, a-t-il conclu.

Le conseiller économique de la France Vincent Toussaint, s'est félicité des coopérations fortes existantes entre la France et le Sénégal en matière d'énergie depuis quelques décennies, ce qui a permis d'accompagner « sa révolution énergétique » notamment avec l'appui de l'AFD.

Les défis sont nombreux, le Sénégal doit définir le modèle énergétique qui lui convient le mieux avec un schéma de gouvernance transparent et équitable qui permettra de produire un maximum de bienfaits au peuple.>>>

• Suite de la page précédente

M. Abdoulaye Dia, Secrétaire Général de la Sénélec, a rappelé l'importance du programme de mise à niveau et de développement des infrastructures en cours. Grâce à la mise en place du plan d'urgence prioritaire Yassal, le nombre de coupures et délestages est passé de 38 jours en 2011 à 3 jours seulement en 2017. Parallèlement, la montée des énergies nouvelles dans le mix électrique atteindra les 20% dans une première étape. « Nous voulons aller beaucoup plus loin » a souligné M. Dia, avec notamment une libéralisation de la moitié de l'offre et une baisse supplé-

mentaire des prix de l'électricité – après la diminution de 10 % du prix de vente en 2018.

Jean-Pierre Favennec, Président de l'ADEA, a effectué un large tour d'horizon de la situation énergétique de l'Afrique, dans un contexte de remontée récente et significative des cours du pétrole, en raison d'une discipline retrouvée au sein de l'OPEP notamment. Le continent africain produit très peu d'émissions de CO2 aujourd'hui mais reste la région qui souffrira le plus des conséquences du réchauffement climatique alors que les Etats-Unis et

la Chine sont et resteront longtemps en tête des pays émetteurs de gaz à effet de serre qui continuent de croître à l'échelle planétaire. L'Afrique Sub-saharienne dont la population va doubler d'ici 2050 reste majoritairement sans accès à l'électricité. L'électrification se développe, avec un milliard de personnes supplémentaires disposant d'électricité d'ici 2050. Cependant l'Afrique Sub-saharienne risque de compter encore environ 500 millions de personnes sans accès à l'électricité à cette date du fait de l'essor démographique ■

• **Perspectives pétrolières et gazières**

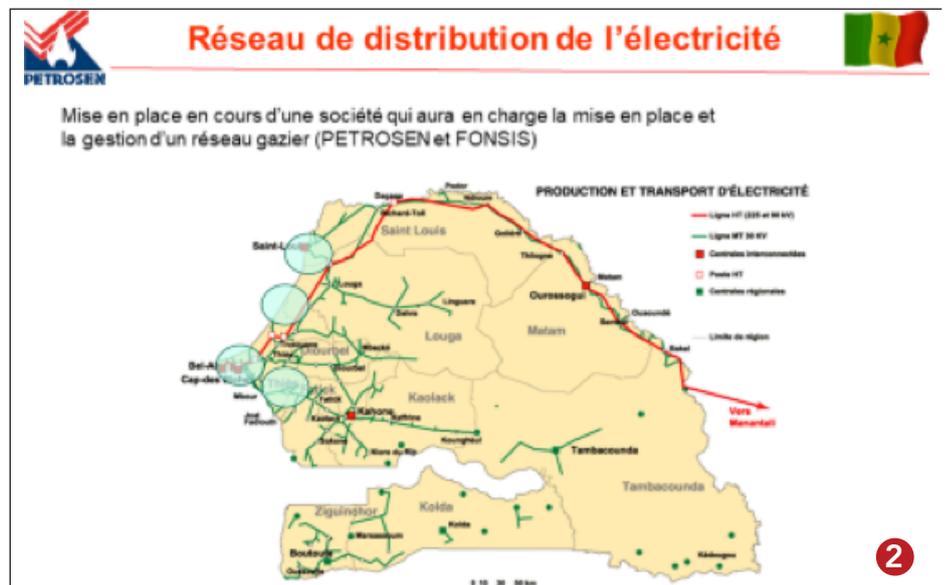
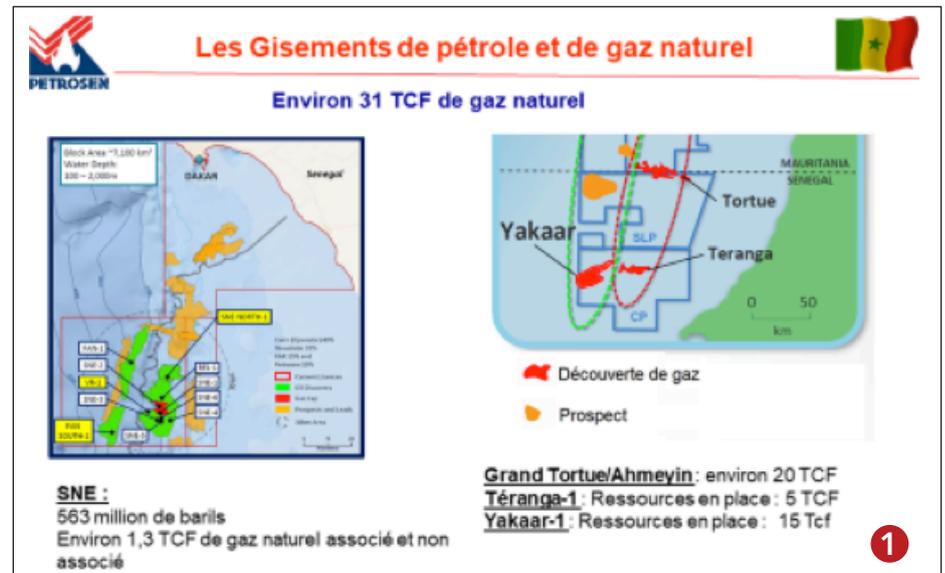
Joseph Médou, directeur Exploration - Production de Petrosen a fait le point sur les découvertes de ces dernières années en mer au large des côtes du Sénégal et de la Mauritanie.

Tout d'abord le bloc d'exploration SNE au Sud Ouest de Dakar où sont associés les sociétés Cairn (40%), FAR (15%), Woodside (35 %) et Pétrosen (10%). Le gisement FAN recèle des réserves de pétrole brut évaluées à 563 millions de barils (voir carte).

Pour le gaz, les gisements du grand bassin sédimentaire au large de Saint-Louis (Tortue, Téranga 1 et Yakaar) sont actuellement en phase d'évaluation avancées. Si l'on prend le gisement gazier Tortue, à cheval entre le Sénégal et la Mauritanie, les études détaillées d'ingénierie (FEED) complétées doivent maintenant déboucher sur une décision formelle d'investir (FID) par l'opérateur BP et ses associés avant la fin de l'année en vue d'une mise en production à l'horizon 2021/2022.

Petrosen étudie d'ores et déjà les perspectives de valorisation du gaz au Sénégal sous forme de projets dits gas-to-power, permettant d'alimenter toute une série de centrales futures avec à la clé une réduction importante du coût de l'électricité et une baisse des émissions de CO2 par rapport aux projets de centrales charbon et fioul classiques.

Afin de garantir la bonne synergie gaz-électricité, une société qui sera chargée de la mise en place de la gestion d'un réseau gazier (Petrosen et Fonsis) est en cours de constitution.





• Suite de la page précédente

Cette stratégie visionnaire permettra de réaliser l'un des objectifs clés du plan Sénégal émergent (PSE) à savoir :

- garantir une disponibilité parfaite de l'énergie en quantité et qualité suffisantes;
- avoir un prix de l'électricité parmi les plus bas de la sous-région (~ 60 à 80 FCFA / kWh) pour soutenir la compétitivité économique;
- réduire de moitié les factures d'électricité des ménages.

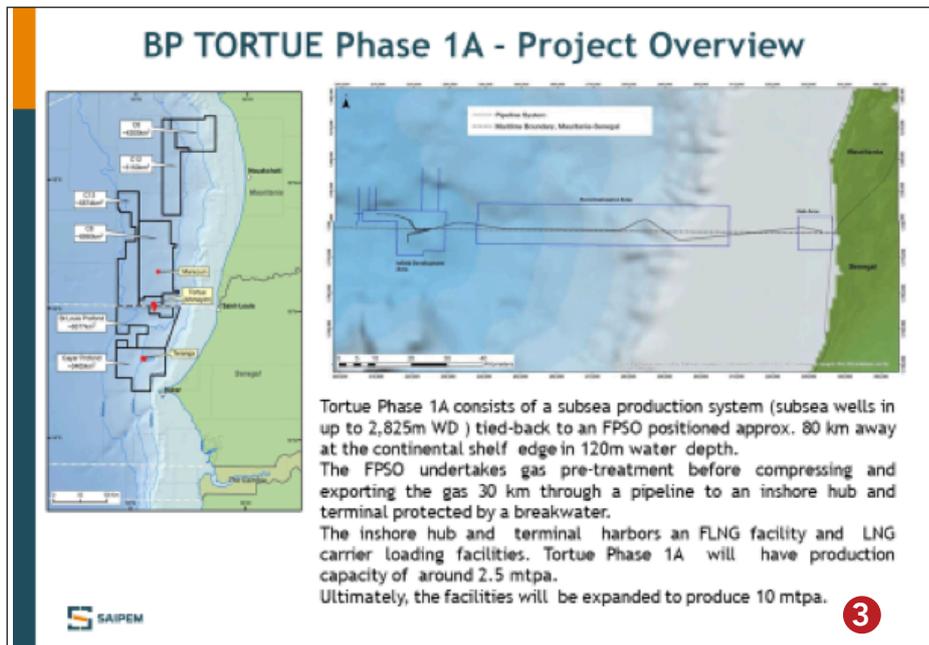
Parallèlement, le Sénégal est en train d'élaborer une stratégie gazière nationale « Master Plan Gaz », afin de favoriser la valorisation locale du gaz dans l'industrie, dans les ménages, pour les engrais et produits pétrochimiques voire comme carburant dans les transports.

• **BP : l'implication d'une major internationale**

Mme Ayana McIntosh-Lee, responsable des relations institutionnelles de BP, considère que l'Afrique de l'Ouest et le bassin MSBG sont une zone d'opportunités importantes.

La décision finale d'investissement pour le gisement de gaz Tortue (BP opérateur) sera prise avant la fin de l'année 2018.

Pour BP, le projet devra être compétitif avec un brut à 40 dollars. Avec un bon environnement fiscal, BP peut apporter les ressources techniques, financières, l'échelle et le rythme d'exécution nécessaires. BP est un acteur responsable dans les pays où elle



opère avec le souci de transparence et de mobilisation des ressources humaines et techniques nécessaires. Le souci de partenariat et d'empreinte sociale et environnementale sont au cœur du projet envisagé par BP.

La session amont a été également l'occasion pour des sociétés spécialisées comme Maritalia – transports maritimes, frêt, dédouanement et entreposage-, de présenter leurs services et projets. Ainsi Maritalia prépare la construction d'entrepôts importants face au nouveau port de Dakar et l'investissement dans de nouveaux navires support et remorqueurs.

M. Ahmed Ag Mohamed, directeur général de l'Autorité pour la promotion de la réserve pétrolière (APREP) au sein du Ministère des Mines et du Pétrole du Mali a présenté l'historique et les perspectives de développement des ressources du grand bassin sédimentaire du Mali qui couvre 900 000 km². Les prospects du Graben Gao ainsi que ceux de Taoudenni ont révélé des indices prometteurs.

• **L'industrie offshore se réinvente grâce à une approche intégrée**

Eric Hansen de SAIPEM a présenté les défis actuels des sociétés spécialisées dans la construction et l'installation de plates-formes et systèmes de

forage en mer profonde.

La chute du prix du pétrole a obligé les sociétés de services à réduire drastiquement leurs coûts. Parallèlement, ces acteurs sont soucieux d'établir des partenariats locaux afin de favoriser le contenu local dans un esprit mutuellement bénéfique.

Le projet Tortue où intervient SAIPEM impliquant la construction d'une île artificielle à 10 km au large de Saint-Louis est particulièrement audacieux. Il en va de même pour SubSea7 dont le responsable Christophe Sarri a présenté les activités. Subsea7 a ouvert un bureau à Dakar en janvier dernier. Elle a dû repenser en profondeur ses activités avec la division par deux du prix du pétrole depuis 2014 qui a impacté très fortement les investissements dans de nouveaux projets des compagnies pétrolières. Technip FMC dont François Lesclauze a présenté les activités en Afrique a une présence forte en Angola, Ghana, Nigéria, Mozambique oeuvrant sur les segments de métier Subsea, Onshore/offshore et Surface. Technip FMC a également adopté un modèle intégré SURF (Subsea, Umbilical, Riser) et SPS (Subsea Production System) permettant de regrouper les installations sous marines et les pipelines pour produire une nouvelle architecture simplifiée et optimisée dès la phase conceptuelle. Ceci a permis la réduction par deux du poids des structures sous-marines et le temps de livraison ■



Les orientations énergétiques du Sénégal

Un entretien entre Mamadou Fall Kane, secrétaire permanent adjoint du COS Petrogaz (Comité d'Orientation Stratégique du Pétrole et du Gaz, rattaché au Président de la République du Sénégal) et Jérôme Halbout.

Le COS est directement rattaché au Président de la République. Il agit pour l'efficacité et la cohérence avec une triple fonction : conseil auprès du Président, appui au gouvernement sur les projets énergétiques, et suivi de la mise en œuvre de la politique touchant aux activités émergentes dans le contexte des découvertes de gisements de pétrole et gaz récentes au large des côtes sénégalaises.

Le « Master Plan » pétrole et gaz vise à assurer la gestion et gouvernance des futurs flux de revenus. « Les futurs revenus seront de l'ordre de quelques centaines de millions de dollars /an les premières années » souligne Mamadou Fall Kane. Il faudra attendre dix ans de production pour que les avantages se diffusent complètement dans la société ». La nouvelle loi en préparation visera à assurer que la production soit monétisée pour financer le développement de l'éducation et la santé, et stimuler la productivité du pays, notamment son agriculture ». S'agissant du « contenu local », il faut savoir éviter le piège du « local content forcé sur toute la chaîne de valeur » qui crée une aristocratie rentière. Il faut savoir choisir les opportunités les plus utiles. « Nous aborderons ceci au cas par cas, sans idéologie, ni passion. Le pétrole doit être la pierre angulaire pour une nouvelle industrialisation du Sénégal », a souligné M. Fall Kane.

Prenant l'exemple du gisement gazier Grand Tortue opéré par BP, le projet industriel présenté par SAIPEM-EIFFAGE prévoit la construction d'une île artificielle de six hectares formée par l'assemblage de caissons avec des cailloux de Mauritanie – , chaque caisson étant l'équivalent d'un immeuble de quinze étages... Ce projet sera à 40% contenu local.

Structure supra-ministérielle, le COS permet d'éviter le travail en silos en accélérant la mise en œuvre du master plan, en réunissant les grands acteurs Petrosen, les ministères. « Nous misons sur la transversalité et les complémentarités » pour une meilleure efficacité », conclut Mamadou Fall Kane ■



• La Société civile, partie prenante indépendante et constructive

La société civile a un rôle important à jouer – surveillance et promotion de la transparence avec un regard indépendant avec des critères solides.

Ainsi Abdou Aziz Diop représentant « Publiez ce que vous payez au Sénégal » et Jean-François Faye de l'IETE ont présenté la démarche visant à assurer une plus forte transparence sur les revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles.

Ainsi l'IETE a publié 4 rapports concernant les contrats miniers et pétroliers au Sénégal en émettant des recommandations et axes de progrès ■





• L'aval pétrolier : raffinage et stocks de réserve, sujets de préoccupation majeurs

La session aval pétrolier a effectué un tour d'horizon important de la situation du raffinage et des stocks pétroliers

Serigne Mboup, Directeur général de la SAR a rappelé que la raffinerie de la SAR n'était pas seulement un outil économique mais aussi un instrument de souveraineté nationale. Elle pourrait être concurrencée prochainement par l'arrivée prochaine de la raffinerie Dangote au Nigéria fin 2018 et la remise en service de trois autres raffineries de l'Ouest africain qui étaient à l'arrêt. La construction d'une raffinerie neuve au Sénégal pourrait permettre la satisfaction des besoins de la sous région mais avec la réduction des débouchés fioul pour l'électricité, et en sachant qu'une raffinerie neuve de 5MT/an

(100 000 b/j) coûterait 3 à 4 milliards de dollars (coût financier 10 \$ /baril et coût technique 3 dollars/baril), elle nécessite des marges de raffinage supérieures aux marges actuelles.

A court terme, le projet de dégoulotage de la raffinerie de la SAR par une unité « flash » reste envisageable.

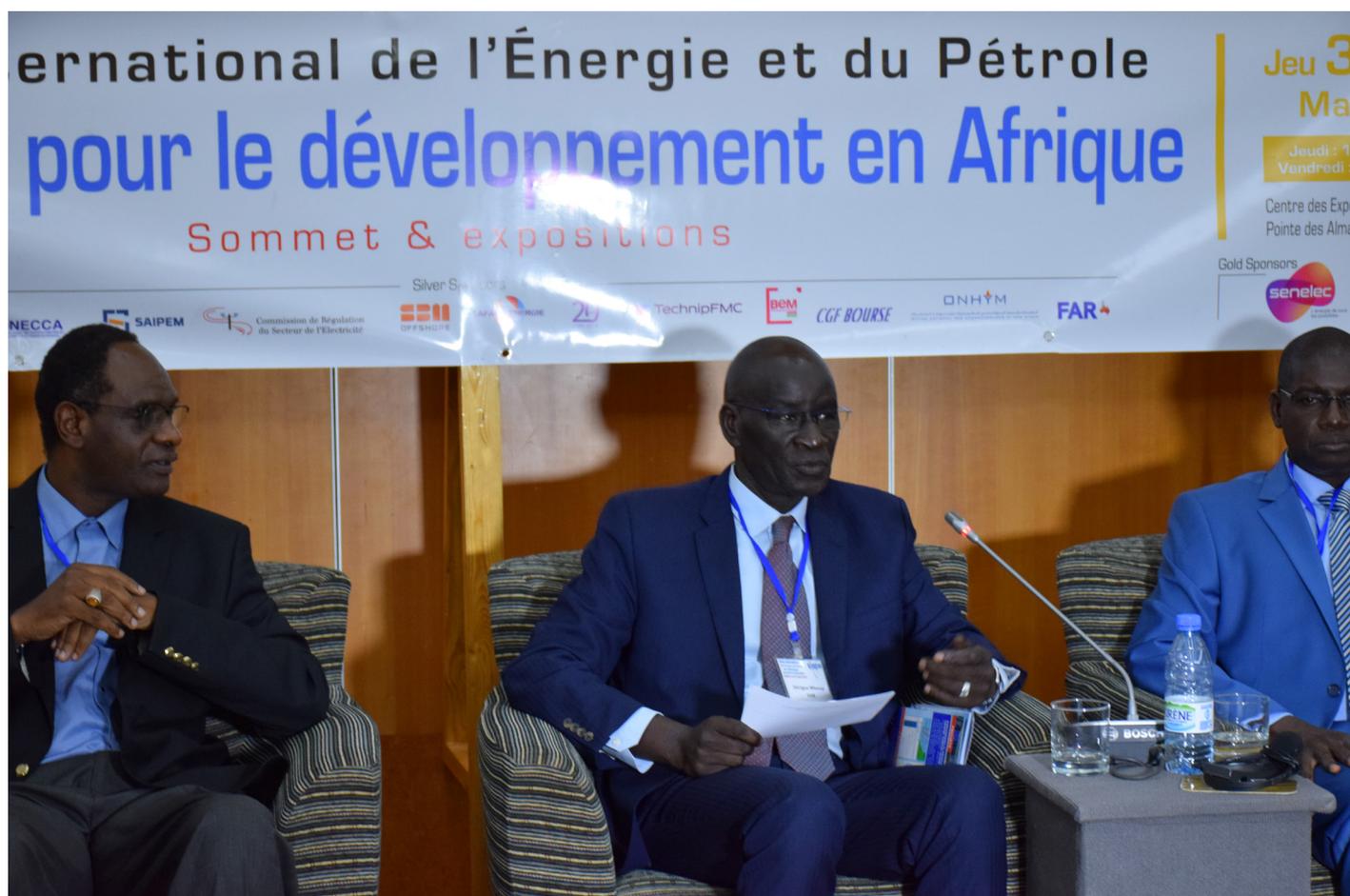
Mohammed Seck, Directeur-général de Sahel distribution et Secrétaire Général de l'ASDEA a présenté le marché très porteur de la distribution au Sénégal : doublement des stations-service en sept ans et un marché en croissance de six % par an.

« C'est un marché très dynamique sur tous les segments », a-t-il précisé. Ce

marché nécessite la mise en place d'infrastructures modernes et performantes notamment en investissant dans une logistique adéquate

La question de la logistique d'approvisionnement du Mali via le transport routier reste entière – en termes de sécurité. Le transport par pipeline ou par rail seraient à envisager sérieusement.

La question des stocks de sécurité de 35 jours requis auprès des importateurs mais rarement atteints reste un sujet de préoccupation. Pourtant cette obligation est intégrée à la structure de prix. La question des accroissements de moyens de stockage reste à l'ordre du jour ■





● **La Formation : maillon incontournable de l'émergence d'un secteur énergétique performant**

La formation reste un maillon essentiel de la construction d'un secteur énergétique performant, moderne et rentable

Les systèmes éducatifs doivent se rapprocher des attentes des entreprises du marché et des évolutions importantes du secteur énergétique.

Dr Joachim GBALLOU est le directeur de l'2i.MPE, International Institute of Mines – Petroleum and Energy (2i.MPE) basé à Abidjan. 2i.MPE est une société anonyme créée en décembre 2013 par des experts de toutes nationalités, pour assurer des formations qualifiantes et spécialisées préparant aux métiers des Mines, du Pétrole et de l'Énergie. L'accent est mis sur la formation des jeunes grâce à un réseau d'enseignants issus du secteur avec une vaste expérience. Abdoulaye Ndiaye a présenté l'Institut Africain de l'Énergie, IAE, créée à Dakar

en 2012 dont les missions incluent une offre de formations de perfectionnement aux entreprises dans plusieurs domaines – management de la sécurité, structure de prix, régulation tarifaire pour différents acteurs du paysage énergétique : sociétés de distribution pétrolière, Senelec, SAR. Parallèlement, l'IAE a institué un partenariat avec la Bordeaux School of Management pour une formation master en management des ressources pétrolières et gazières.

Aguibou BA, directeur de l'INPG (Institut National du Pétrole et du Gaz), a présenté la création récente de l'Institut, avec la mise en place d'un programme de Master en ingénierie pétro-

lière à Dakar. Avec l'arrivée imminente des premières productions en 2021-22 et dans la perspective du développement de talents locaux pour les projets à impact global, ce master entièrement conçu en consultation et collaboration avec l'industrie a pour objectif d'anticiper et de répondre aux attentes des entreprises en termes de recrutement ou de perfectionnement de cadres et techniciens de haut niveau. L'INPG sera un centre polyvalent et multidisciplinaire, à la pointe des technologies, une vitrine technologique pour les différentes industries du Sénégal.

L'INPG doit constituer un Centre d'Excellence régional et continental ■

Thierry Tanoh, Ministre du Pétrole et de l'Énergie de la Côte d'Ivoire **« Le potentiel énergétique de l'Afrique est énorme »**

Le Ministre Ivoirien du Pétrole et du Gaz a développé devant les congressistes du SIEPA sa vision résolument optimiste pour l'avenir énergétique de l'Afrique sub-saharienne.

L'accès à l'énergie est aujourd'hui très faible en Afrique Subsaharienne avec une consommation par habitant de l'ordre de 0,650 Tep – kilogramme équivalent pétrole - par personne par an (contre 3,4 Tep par personne en moyenne dans l'OCDE). La consommation énergétique actuelle est largement fondée sur la biomasse.

Le déficit énergétique est lié à plusieurs facteurs : manque de cohérence des politiques énergétiques, l'absence d'investissements avec des choix technologiques adaptés, la difficulté à mobiliser les financements et enfin la faible mutualisation entre différents pays de la même sous-région. Conséquence directe des déficits énergétiques en Afrique Subsaharienne la qualité de vie difficile (manque de sécurité, de lumière pour l'éducation, de mécanisation pour la productivité, de moyens sanitaires).

Pourtant le potentiel en Afrique est énorme, estime M Tanoh.

L'Afrique représente le 3^{ème} potentiel hydroélectrique au monde, avec 250 GW de capacités à développer sur les sites déjà identifiés.

La jeunesse, de plus en plus formée et connectée au monde via les nouvelles technologies de l'information, a un rôle important à jouer. La Côte d'Ivoire est dans une dynamique de développement de ses moyens énergétiques avec une production d'électricité en hausse de 8% par an et un taux d'accès de 83 %.

La Côte d'Ivoire exporte 14% de sa production vers le Togo, Ghana, Mali, Burkina Faso et Libéria. Fin 2019, une interconnexion nouvelle avec le Sierra Leone sera mise en service.

La Côte d'Ivoire est engagée dans un vaste programme de développement de l'accès, la fiabilité et le transport et l'interconnexion de son réseau d'électricité.

La Côte d'Ivoire veut et peut jouer un rôle éminent dans la réalisation d'un pôle énergétique régional permettant de fédérer et optimiser les ressources de production d'électricité à l'échelle de la sous-région. Parmi les obstacles à surmonter – le paiement des états entre eux, la garantie de fourniture en temps, en heure et en qualité – seront résolus progressivement. La mutualisation des efforts et ressources sont une partie de la solution à venir ■





• Le Secteur de l'électricité en émergence

Présidée par Alioune FALL, la table ronde Electricité réunissait Abdoulaye DIA, Secrétaire Général de la Senelec, Mme Paule-Marie Sagna-Lakh, de la Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité du Sénégal et M. Quresh Shakir de Contour Global, producteur privé indépendant.

Pour M. Abdoulaye DIA, l'enjeu fondamental des sociétés publiques comme Senelec, c'est de se comporter comme des sociétés privées, autonomes et se prenant en charge. Car dans le contexte du développement des ressources gaz et pétrole, l'environnement est favorable pour accélérer les projets. Le Sénégal a une bonne notation financière internationale ce qui permet aux développeurs privés de travailler en toute sérénité. Le Sénégal doit développer la moitié Est de son territoire actuellement sous irriguée en électricité.

Il existe 1 336 projets électriques en cours de réalisation au Sénégal. Les risques qui pèsent le plus sur la compagnie ce sont les risques financiers, liés au retards de paiement des collectivités locales et établissements publics divers (écoles, universités, hôpitaux) ainsi que les retards de restitution de taxes et tva divers. Une concertation avec le Ministère des Finances est en cours afin de résoudre ce problème. Autre défi majeur : la mise aux normes certifiant la qualité des fournitures d'électricité.

Enfin, au niveau du recrutement, le défi des ressources humaines, avec actuellement quelques 800 embauches par an par la Senelec. Il s'agit de démontrer que la Senelec peut continuer à jouer un rôle de service public avec des standards élevés en termes de normes, d'efficacité et de rentabilité équivalents à ceux du privé. M DIA a également évoqué le processus réglementaire et d'appels d'offres qui encadrent le déploiement des futures centrales au gaz. Il a également salué l'ouverture concurrentielle prévue au sein du WAPP. « Nous n'avons pas peur de la concurrence » a-t-il souligné. S'agissant des projets réalisés dans le cadre des IPP, les résultats de programmes tels que « scaling solar » sont très positifs. Autre axe de



progrès, les solutions visant à lisser la demande par rapport au « pic » de consommation. La meilleure qualité de service, la mise en place de compteurs intelligents et le pré-paiement généralisé permettront d'envisager d'inviter les Sénégalais à devenir actionnaires des IPP.

La SENELEC coordonne un ensemble de projets d'investissement public-privé (IPP) avec des tarifs très différents allant de 80 FCFA par kwh à 25 FCFA, selon la source d'énergie utilisée. Avec un pétrole brut qui se renchérit et l'arrivée de solutions technologiques de plus en plus performantes au niveau des ENR, le rééquilibrage hors pétrole devrait s'accélérer avec une baisse du coût moyen du KWH important.

Mme Paule-Marie Sagna-Lakh, de la Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité, le Sénégal se trouve dans une situation où il faut beaucoup investir dans de nouvelles capacités. Ce développement prévoit un rôle important pour les ENR. Le cadre de la loi de 1998 est clair en favorisant l'apport des IPP. C'est par ce mécanisme que s'est réalisée la centrale électrique la plus performante

d'Afrique au coût de 25 francs CFA par Kwh dans le cadre du programme Scaling Solar.

Reste l'ouverture du réseau aux tiers prévue par la loi de 1989 pour les clients éligibles de plus de cinq MW de capacité demandée. Après plusieurs reports elle semble être possible en 2019. Progressivement cette ouverture s'élargira aux clients avec une demande supérieure à un MW puis au niveau régional au sein du marché émergent de la CDAO.

Pour M. Quresh Shakir de Contour Global, la grande capacité financière et technologique des IPP permet d'élargir la palette de solutions au défi du développement des capacités. Contour Global est déjà présent au Sénégal au travers de sa centrale thermique de Cap de Biche. Contour Global réalise des projets sur l'ensemble des technologies (hydraulique, solaire, thermique et éolien) avec un rôle d'actionnaire majoritaire et d'opérateur des centrales sur la durée de vie de chacun de ses projets de centrales. Contour Global souhaiterait participer à la construction de centrales gaz avec l'arrivée prochaine de la production offshore du Sénégal ■

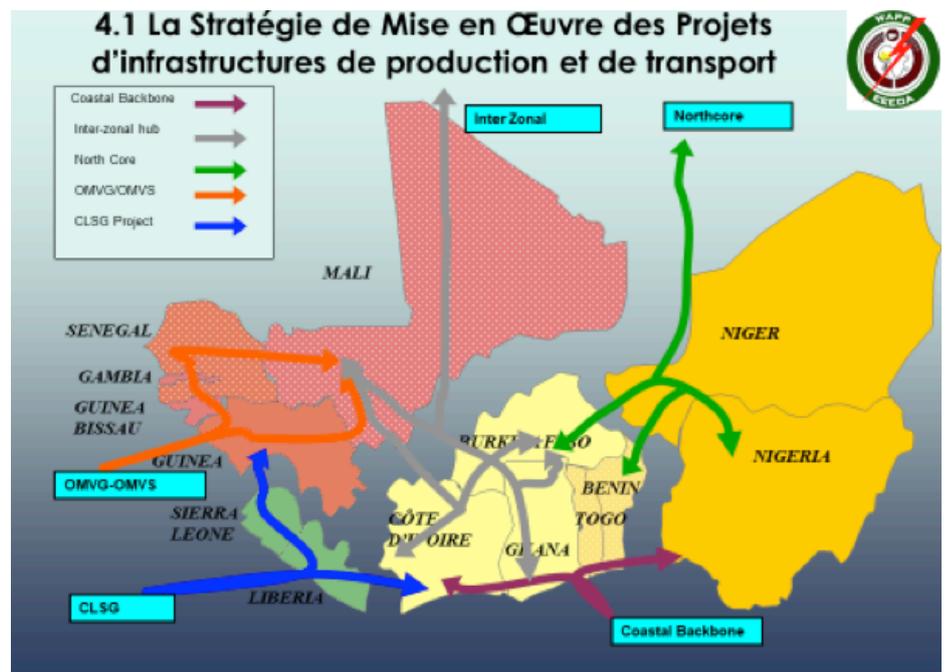


• Le WAPP, fondement de l'intégration régionale de l'électricité en Afrique de l'Ouest

M Siengui KI, Secrétaire général de l'EEEOA a présenté le WAPP le système d'interconnexion d'électricité mis en place en 1990 pour la CEDEAO

La sous-région de l'Afrique de l'Ouest dispose de ressources énergétiques abondantes mais souffre d'une inadéquation entre l'offre et la demande. C'est pourquoi le développement de lignes d'interconnexion des 14 pays est essentielle. Elle se compose actuellement de deux épines dorsales de transport – l'épine dorsale Nord incluant la boucle OMVG-OMVS et SUD.

Le schéma directeur d'interconnexion des infrastructures repose sur 16 000km de transport d'électricité – adossé aux sept gigawatts en hydroélectricité et deux GW d'origine thermique en cours de réalisation.



Le Plan Directeur de développement des infrastructures de production et de transport d'énergie électrique de la CEDEAO pour la période 2012/2025

✓ Adopté par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO en Février 2012 à travers l'Acte Additionnel A/SA. 12/02/12

	No.	Coûts (US\$ million)
Hydroélectricité (7 092MW)	24	13 803
Centrales thermiques (2 375 MW)	5	4 263
Energies Renouvelables(800 MW)	4	1 893
Lignes de transports (16 000 km)	26	6 457

➤ **Cout total des investissements US\$ 26,42 milliards**

La mise en commun des moyens des 14 pays est un objectif qui avec le concours des sociétés de transport et de production devrait déboucher à terme sur la création d'un marché d'électricité régional se superposant aux accords bilatéraux au jour le jour actuels.

Le Centre d'Information et de Coordination représente le premier étage de l'édifice de construction du marché en 2020.





Table Ronde

Énergies renouvelables aujourd'hui et demain

Mme Safiétou Diallo, de la SENELEC a confirmé la transition du mix énergétique du Sénégal pour son électricité. La demande d'électricité va croître à un rythme d'environ 8,3% par an d'ici 2030 avec des capacités installées passant de 911 MW en 2017 à 2 400 MW en 2030.

Le mix électrique du futur verra une part des énergies renouvelables augmenter fortement : les projets IPP sont de 125 MW pour l'éolien, 121 MW pour le solaire 75 MW pour l'hydraulique. La part du fioul dans la production d'électricité baissera fortement.

Aziz Fall et Fadel Traore de l'ANER ont présenté un aperçu de la promotion des ENR au Sénégal, citant pour commencer le programme d'installation de 50 000 lampadaires solaires urbains et le déploiement de pilotes agricoles visant à déployer des solutions renouvelables pour le pompage, le séchage solaire pour l'halieutique et dans d'autres activités rurales ainsi que dans le secteur santé.

Parallèlement, l'ANER travaille avec la Senelec sur les questions d'auto-production et auto-consommations d'électricité photovoltaïque.

La sensibilisation des populations est au cœur des activités de l'ANER toutefois les exemples et signaux des responsables nationaux contribuent aussi à favoriser l'essor auprès du public. ■

● La Contribution des institutionnels – finance, banque, trading spécialisé

M. Cheick-Oumar SYLLA, de l'IFC. Filiale de la Banque Mondiale, l'International Finance Corporation (en français SFI), œuvre notamment pour l'accroissement de la qualité des financements majeurs nécessaires pour faciliter la réalisation des projets majeurs gaz et pétrole. Un travail est en cours pour accroître la maturité des prêts à 18 ou 20 ans. Une fois le prix et la date de production clarifiés « toute la chaîne de financement s'alignera » estime M. Sylla. « Il existe un excédent de finance et de nombreux prêteurs cherchent à financer des projets comme ceux qui seraient développés au Sénégal ». Les facteurs importants sont d'assurer la transparence tarifaire et la rigueur de planification. L'IFC apporte aussi dans certains pays des conseils aux Etats pour favoriser le choix des meilleures solutions et les tarifs les plus bas possibles pour les économies et les populations de ces pays. Mme Marie Odile Sene



Kantoussan de la société CGF Bourse a présenté l'ensemble des services financiers proposés aux entreprises du secteur énergétique notamment. Il s'agit d'une expertise multi-métiers comprenant aussi bien l'émission d'actions et obligations, les emprunts, l'introduction en bourse, la titrisation des créances. L'épargne reste au cœur de la finance, et les entreprises doivent envisager d'associer leur person-

nel et le public à leur succès dans le cadre d'une démarche de finance inclusive.

M Moustapha Mohamadour de la société OKAPI a présenté le rôle d'une société créée en 2016 centrée sur un marché de niche – le négoce et trading spécialisés ■

>>> En conclusion le SIEPA 2018 a été un extraordinaire moment de rencontre de tous les acteurs du secteur énergétique (administration, ministères, sociétés publiques et privées, consultants, experts, professeurs et étudiants). Il a mis en évidence le grand dynamisme du secteur, bien entendu soutenu par le développement des projets pétroliers et gaziers d'une part, les grands progrès du secteur électrique d'autre part.

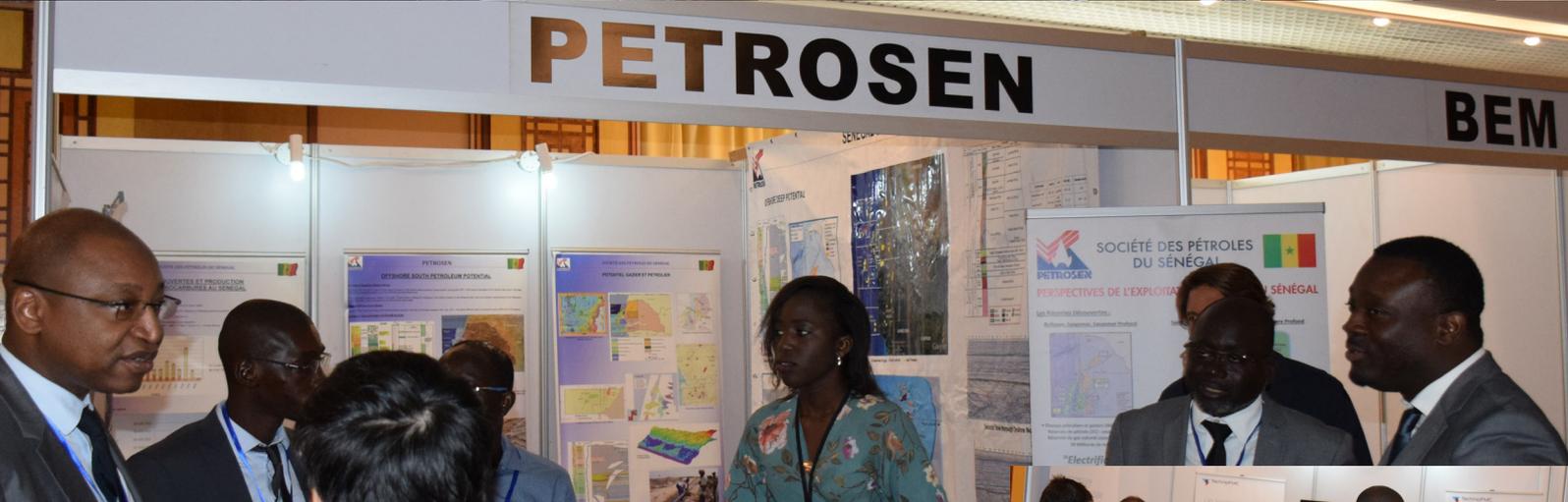
Contacts

- Jean-Pierre Favennec - président - Tel : 33 (0)6 08 49 19 15
jpfavennec@yahoo.fr
- Serigne Momar Dieye - président ASDEA- Tel : 221 77 569 12 23
serigne.dieye.pro@gmail.com
- Philippe Lambert - vice président - Tel : 33 (0)6 07 36 56 33
philippelambert@gmail.com
- Lionel Lafage - Tél : 33 (0)6 73 47 86 13
lionel.lafage@lafage-energie.com



Salon International de l'Énergie et du Pétrole

Le sommet de l'Énergie et du Pétrole en Afrique incluait également le Salon international de l'Énergie en Afrique où de grandes entreprises et institutions exposaient leur savoir-faire, transformant ainsi ces deux journées en un espace privilégié pour échanger idées et solutions et nouer contact





Salon International de l'Énergie et du Pétrole

Le sommet de l'Énergie et du Pétrole en Afrique incluait également le Salon international de l'Énergie en Afrique où de grandes entreprises et institutions exposaient leur savoir-faire, transformant ainsi ces deux journées en un espace privilégié pour échanger idées et solutions et nouer contact

